Boulogne/expulsions : “Ne pas mettre ces familles à la rue” (MàJ)

11/01/2013 à 19h14



Addendum

Le ministre délégué à la Ville François Lamy doit discuter la semaine prochaine d’un dispositif pour accompagner les familles de jeunes délinquants dans les HLM avec la ministre déléguée à la famille Dominique Bertinotti et le président de l’Union sociale pour l’habitat (USH) Jean-Louis Dumont, a indiqué à l’AFP son cabinet.

“Il faut, bien entendu, que l’on ne mette pas ces familles à la rue”, a souligné le ministre sur Europe 1. […]

Sébastien Pietrasanta, maire PS d’Asnières, autre commune des Hauts-de-Seine, explique avoir “déjà demandé à des bailleurs sociaux la résiliation d’un bail locatif pour trouble de jouissance sans l’obtenir”, soulignant “la réticence de certaines bailleurs et la lenteur de la justice dans sa prise de décision”. L’édile salue une “décision courageuse” tout en craignant que le problème se déplace “dans un autre quartier”.

7sur7.be

Dans Carrément Brunet, Eric Brunet estime qu'il faut expulser les familles de délinquants du logement social. Il reçoit Moussa, qui affirme que sa famille n'a jamais eu vent du trafic de drogue du petit frère. Une auditrice avocate remet les pendules à l'heure là où Sonia Imloul (Respect 93) et Jean-Baptiste Eyraud (DAL) dénoncent la décision d'expulsion.

> *"Avec des membres du Front de gauche, on est en train de faire une pétition. Dans notre cité, il y a 180 logements. […] Depuis 6 jeudi, on a déjà plus de 400 signatures. Donc 'trouble du voisinage', mais pourquoi est-ce que les gens signent la pétition ? Les gens nous soutiennent." – Moussa*

> *"Ils ne seront pas expulsés avant 2 ans, et certainement jamais." – Marie, avocate*

> ***Sonia Imloul :*** *On a quand même l'impression que c'est toujours les mêmes. On sait bien qu'il y a une monté du FN, y a quand même une montée de l'islamophobie… C'est encore l'histoire de l'Arabe, de l'Arabe délinquant. Et donc donc le restant de cette population va en subir les conséquences.*

> ***Eric Brunet*** *: On sait pas si c'est des Arabes…*

> ***Sonia Imloul :*** *Attendez, Moussa, c'est pas français !*

Reportage BFMTV

Merci à antibarbare

Dans les GG de RMC, Alain Marschall semble justifier le trafic

de drogue, ce qui met en colère Claire O'Petit. Même Etienne Liebig n'en revient pas.

> *"Et les commerçants locaux, ils étaient bien contents d'avoir l'argent liquide (de la drogue) quand ils venaient faire leurs courses etc." – Alain Marschall*

Dans Bourdin & Co, un auditeur ancien habitant de la cité témoigne du mauvais climat qui y règne.

> *"Dans une de ces familles, la mère travaille dans une administration de la ville de Boulogne, je vais pas citer où… C'est quand même une administration qui est capable de donner des solutions à la police nationale. Donc je suis pas d'accord que la famille dise : "Ah bah non je suis pas au courant !" […] Pourquoi les habitants ont signé la pétition ? Parce que je pense qu'ils ont la pression de certains jeunes qui sont encore à l'heure actuelle dehors." – Christophe*

> *Christophe : Quand Marine Le Pen nous dit des choses, je suis 100 % d'accord avec elle ! Il faut…*

> *Jean-Jacques Bourdin : Vous voulez que je vous dise ? On va pas porter l'affaire sur le terrain politique !*

Malgré les nuisances, les habitants de la cité Pierre Grenier sont partagés sur l'expulsion des familles.

> *"C'est la responsabilité des parents par rapport à ce que font leurs propres enfants. C'est quelque chose de tout à fait normal, y a rien de choquant là-dedans." – Etienne*

La pétition du Front de gauche en faveur des familles de délinquants, du 19 décembre 2012 :

Les militants du Front de gauche de Boulogne vont au contact des habitants la cité Pierre Grenier pour aider quatre familles menacées d'expulsion à faire signer une pétition et demander le soutien de leurs voisins. Déjà près de 300 signatures ont été recueillies et de nombreux soutiens se sont exprimés. De plus, les HLM prennent à la gorge ces familles modestes en exigeant qu'elles remboursent 3000 € de frais de justice des procès intentés contre elles. Ces familles, qui paient toutes leurs loyers bouclent difficilement leurs fins de mois. Ces pressions sont inhumaines et insupportables. […]

M6 avait évoqué cette affaire fin octobre 2012 :

Le tribunal a ordonné l'expulsion de quatre familles dont les enfants dealaient en bas de leur immeuble et pourrissaient la vie des habitants, une première judiciaire. Les délinquants peuvent compter sur le soutien du Front de gauche, qui a lancé une pétition.